

Private Credit and Public Debt, par Anatol Murad. Un vol., 6 po. x 9¼, relié, 195 pages. — Public Affairs Press, 2162, avenue Florida, Washington 8, D.C., 1954. (\$3.75)

Camille Martin

Volume 34, numéro 2, juillet–septembre 1958

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1000204ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1000204ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Martin, C. (1958). Compte rendu de [*Private Credit and Public Debt*, par Anatol Murad. Un vol., 6 po. x 9¼, relié, 195 pages. — Public Affairs Press, 2162, avenue Florida, Washington 8, D.C., 1954. (\$3.75)]. *L'Actualité économique*, 34(2), 323–324. <https://doi.org/10.7202/1000204ar>

résume la faillite du marxisme en ce qu'il aboutit tout simplement à une nouvelle aliénation technique, économique, politique et spirituelle.

Si l'on ajoute à tout cela les pages de textes essentiels, on peut voir que cet ouvrage de 234 pages, dont 143 d'analyse, a toute l'ampleur d'une sorte de somme sur le marxisme. C'est donc quasi une gageure que l'auteur s'était proposée là. Le plus extraordinaire est sans aucun doute qu'il l'ait tenue. Et certes, ne faut-il pas demander à l'œuvre plus qu'elle ne peut donner, vu sa dimension, c'est-à-dire une compréhension profonde du marxisme; mais quiconque est quelque peu familier avec les classiques de ce système de pensée ne pourra manquer d'être étonné de tout ce que M. Piettre a réussi à mettre dans un volume aussi réduit. Aussi son livre peut-il servir comme une sorte de bréviaire à ceux qui veulent se rafraîchir la mémoire sur un sujet déjà maîtrisé; alors qu'il ne peut manquer par ailleurs d'être très précieux, soit à ceux qui veulent rapidement voir de quoi il retourne dans cette affaire, soit à ceux qui se proposent d'aborder le marxisme et désirent tout d'abord prendre une vue d'ensemble du terrain.

François-Albert Angers

Private Credit and Public Debt, par ANATOL MURAD. Un vol., 6 po. × 9¼, relié, 195 pages. — PUBLIC AFFAIRS PRESS, 2162, avenue Florida, Washington 8, D.C., 1954. (\$3.75).

Au cours des quarante dernières années, la dette publique des États-Unis, suivant en cela la tendance universelle, s'est accrue d'une façon vertigineuse, passant de 1,150 millions de dollars en 1919 à 275,000 millions à la fin de 1953. L'explication des deux grandes guerres vient immédiatement à l'esprit, mais il ne faut pas oublier qu'entre les deux conflits la dette s'est accumulée à un rythme que d'aucuns croient dangereux. En effet, en 1940, lors du lancement du programme de défense, la dette était près de deux fois ce qu'elle était en 1919. Ainsi, s'il ne fait pas de doute que les guerres ont contribué à l'augmentation, elles n'en expliquent pas à elles seules le mouvement général de croissance.

Le but principal de cet ouvrage est d'expliquer le sens de cette progression alarmante de la dette publique des pays capitalistes et de découvrir les raisons de cette situation embarrassante qui contredit si violemment la notion traditionnelle de sens commun en matière de finance publique. L'auteur projette sa démonstration sur un fond de tableau représentant le système de crédit dans ses grandes lignes. Au terme de cette étude préliminaire qui a montré le système de crédit et les phénomènes qu'il engendre centrés sur la pratique de l'échange indirect, c'est-à-dire effectué par l'intermédiaire de la monnaie, il y a déjà moyen de tirer des conclusions et de dissiper quelques idées fausses touchant la dette publique. Cependant il faut aller plus avant pour découvrir les réponses aux principales questions. En effet, jusqu'ici, rien ne permet d'établir si ce rapide mouvement ascendant est purement accidentel, s'il provient de ce que l'on s'est écarté des principes de saine finance publique ou s'il est commandé par des impératifs économiques.

Aussi longtemps que le crédit repose exclusivement sur l'échange, il ne semble renfermer en lui-même aucun élément de transformation et tout changement de

structure appelle un élément perturbateur. Justement, en régime capitaliste, on a changé la base du crédit en ajoutant à l'échange le capital de production. Quand l'entreprise privée ne trouve plus intérêt à investir, le gouvernement doit y suppléer et émettre des obligations en quantité suffisante pour satisfaire la demande des épargnants. Ce n'est qu'à cette condition que les crises et le chômage peuvent s'éviter.

Mais l'augmentation de la dette publique est-elle une solution permanente à la crise permanente du capitalisme ou, autrement dit, y a-t-il une limite à la dette publique? L'auteur explique que celle-ci aura atteint sa limite lorsque les obligations cesseront de rapporter du revenu sans travail. Ce sera en même temps la fin du régime capitaliste. L'État, dans son effort pour soutenir le système de l'entreprise privée, émerge comme la puissance économique dominante. Le socialisme est donc inévitable.

Avec la transition du capitalisme au socialisme, le système de crédit prend encore une fois une nouvelle forme. En régime socialiste, vraisemblablement, aucun revenu ne sera attaché à la propriété. L'épargne devient alors inutile et cesse, de même que l'émission d'obligations. Le système de crédit retombera alors définitivement sur son ancienne base, l'échange indirect. Camille Martin

Personal and Family Finance, par JOSEPH-F. BRADLEY et RALPH-H. WHERRY. Un vol., 6 po. × 9, relié, 565 pages. — RINEHART & COMPANY, INC., 232 Madison Avenue, New-York 16, 1957. (\$6.75).

Les finances personnelles de chacun posent des problèmes nombreux et divers; vouloir en rendre compte dans un seul volume paraît pour le moins téméraire.

Les auteurs de *Personal and Family Finance* n'ont pas reculé devant la difficulté. Leur méthode, qui consiste à ne présenter que les principes de base des problèmes financiers essentiels, a permis de mener à bien leur projet.

Le livre est divisé en quatre grandes parties précédées d'une introduction sur le rôle des finances dans la vie de tout individu.

Les chapitres 2 à 7 traitent de l'acquisition et de la gestion des revenus, depuis le gain d'un salaire jusqu'à l'achat d'une maison. Les chapitres 8 à 15 sont relatifs à l'assurance des biens et de la vie. Les chapitres 16 à 21 donnent les moyens de placer les revenus excédentaires. Les chapitres 22 à 24, enfin, étudient les problèmes de l'impôt et du testament. Ainsi se trouvent rassemblées les règles d'une activité que l'empirisme rend moins sûrement efficace.

Le fait que Ralph-H. Wherry soit professeur d'assurance explique peut-être que le tiers du volume soit consacré à cette discipline; le reste du livre est également partagé entre les différents problèmes de la gestion financière privée.

L'ouvrage étant destiné à la fois à l'enseignement et à la pratique, il a la clarté d'un manuel et l'actualité d'un guide; sa lecture s'en trouve, de ce fait, aisée et fructueuse.

En somme, cette nouvelle publication met entre les mains du public un sage instrument de réussite dans l'administration de la fortune privée de chacun.

Marc Horguelin